

Mr Le Conseiller du Ministre, Mr le Président de la région Grand-Est, Mme la Vice Présidente en charge de l'Agriculture,

Mme la Député Européenne, Mmes et Mrs les Présidents,

Mmes et Mrs les Directeurs, Chers Amis,

Introduction

Cette année d'élection Européennes sera, nous en sommes convaincus, une année de profondes mutations. Il est probable que les choix des nouveaux élus modifieront nos pratiques de façons radicales. Nous devons nous y préparer, car, qu'on le veuille ou non, de nombreuses crises nous menacent.

- Climatiques d'abord, avec des variabilités interannuelles plus grandes, qui rendront très difficiles l'ajustement de l'offre à la demande.
- Sociétales ensuite, avec la prise de conscience collective de la nécessité de faire rimer agriculture et durabilité au risque, parfois, de nous mettre en impasses sanitaires.
- Economiques enfin, avec la remise en cause du libre échangeisme et le retour des réflexes protectionnistes entre Etats.

L'UNPT a toujours manifesté dans ses réflexions stratégiques sa lucidité face aux enjeux de toutes natures. Par ses propositions, elle a prouvé qu'elle était capable de s'adapter à l'évolution de son environnement. Par ses actions elle s'est positionnée comme force de progrès dans la filière.

Souvenons-nous, déjà en 2013 notre congrès posait la question «Pommes de terre françaises, frites belges, c'est quoi le problème ?», il y a 2 ans nous militions pour « une pomme de terre écologiquement compétitive », l'année dernière nous disions « osons l'export » ... Le thème de cette année peut à lui seul résumer toutes ces réflexions. Quand nous évoquons les frites belges, ce sont des distorsions entre industriels européens dont on parle... Quand on s'engage pour une pomme de terre écologiquement compétitive, c'est pour répondre aux exigences légitimes de nos concitoyens sur notre marché commun ...et quand on mentionne l'export, c'est forcément en pensant aux attaques commerciales contre l'Union Européenne à l'OMC.

Demandes

Alors, l'Europe, une chance pour la pomme de terre de France !: Oui, probablement. Mais, si et seulement si, nous sommes collectivement capables de jouer la bonne partition. A 28, demain 27, c'est certes plus difficile. Mais comme dans les grands orchestres, c'est quand les musiciens sont nombreux et qu'ils savent s'accorder que les symphonies sont les plus belles.

- L'Europe, quand elle encourage financièrement des modes de production plus respectueux des attentes environnementales de la société, nous permet de produire de façon écologiquement compétitive. **Mesdames et Messieurs les députés Européens, harmonisez véritablement nos réglementations et nos systèmes de certifications pour éviter de transférer les risques sanitaires d'un état à l'autre.**
- L'Europe, quand elle œuvre pour qu'il n'y ait moins de distorsions intracommunautaires, limite les concurrences fratricides entre états. **Mesdames et Messieurs les chefs de gouvernements, harmonisez nos réglementations fiscales, sociales et environnementales pour favoriser les relocalisations industrielles au cœur des régions de productions.**
- L'Europe quand elle est forte et unie dans les négociations commerciales à l'OMC, nous permet d'oser l'export sans crainte de taxes douanières punitives et protège notre modèle écologique de production. **Mesdames et Messieurs les responsables de la commission, interdisez les importations de produits ne respectant pas nos règles. L'agriculture ne mérite pas d'être sacrifiée sur l'autel des petits arrangements entre amis.**

Si chacun joue bien sa partition, en limitant les solistes donneurs de leçons, alors oui, l'Europe est assurément une chance pour la pomme de terre de France.

- Chance, parce que nous producteurs, sommes idéalement situés au carrefour entre l'Europe du sud, de l'ouest et du nord.
- Chance, parce que comme l'a dit à l'ONU Dominique de VILLEPIN dans un discours qui a marqué l'Histoire « nous sommes un vieux pays, la France dans un vieux continent, l'Europe ». Nous partageons donc, avec nos 520 millions de concitoyens européens, les mêmes valeurs puisées dans notre

histoire parfois douloureuse. Il en résulte des aspirations semblables pour un modèle agricole respectueux des hommes et de la nature.

- Chance, parce que nos illustres prédécesseurs ont créé en 1962 la première politique véritablement commune à l'échelle d'un continent et elle fut agricole. Ils ont su la faire évoluer, au gré des nouvelles attentes de nos concitoyens. A l'origine, ils ont œuvré pour l'indépendance alimentaire. Quand le succès fut au rendez vous, ils ont décidé en 1982, de protéger aussi le revenu des producteurs. Suivant la même dynamique, en 2013, ils ont poursuivi cette stratégie mutualisée pour ajouter une dimension environnementale. **Les propositions législatives actuelles, qui portent en germes des risques de forte renationalisation, sont des sources potentielles de grandes distorsions entre pays membres. Nous serons attentifs à ce que la prochaine PAC, ne remette pas en cause cette vision collective en cassant le modèle européen qui faisait notre singularité et notre performance**

Nous avons besoin d'une Europe unifiée, mais aussi pragmatique pour s'adapter au mieux aux spécificités régionales. Par son ambition affichée, la région GRAND-EST nous montre la voie. **Le local et le global ne s'opposent pas, montrons que nous savons combiner nos actions à ces deux niveaux, car, nos responsables régionaux savent mieux que quiconque, ce qui est indispensable pour répondre aux aspirations de la population.** L'adhésion de tous au projet Européen est à cette condition.

A l'échelle de l'Europe, nous sentons tous que les schémas de solidarité, qui ont fondé nos règles de libres échanges, sont en train de se déliter. Il est de la responsabilité de chacun de travailler, par delà nos divergences, à l'émergence de stratégies communes. Sur ce point la position unifiée entre producteurs, négociants et transformateurs, que nous avons prise à Bruxelles lors des discussions sur le CIPC, l'anti-germinatif le plus utilisé dans le monde sur pomme de terre, en fut une belle illustration.

A l'échelle du Pays, **il est de la responsabilité de nos gouvernants de ne pas nous mettre en difficulté par des sur-réglementations** qui, au final, ne font que faire régresser notre agriculture en plombant notre compétitivité. Il est loin le temps où le Président de la République proclamait que « l'agriculture devait être le pétrole vert de la France ». Pour autant, sachons combattre les lobbies dont le

business est celui de la peur, sachons ne pas répondre à certaines demandes irresponsables des distributeurs quand elles sont justifiées par d'autres motivations que celles de l'intérêt des consommateurs. **Soyons fiers d'affirmer qu'il n'y a pas d'autres endroits dans le monde où l'on fait si bien rimer : agriculture, progrès, qualité, sécurité alimentaire et durabilité.**

- 2018 nous a réservé de mauvaises surprises. Les premières conséquences du changement climatique, inondations puis sécheresse, en furent une triste illustration et leurs répercussions sont dramatiques pour certains d'entre nous.
- 2018 fut aussi le temps des réflexions stratégiques de filière. Souvenons-nous de la pression importante mise sur nos interprofessions pour préciser, avant l'hiver, notre contrat avec la société, c'était même une condition au soutien financier de l'état. Ne baissons pas les bras dès que les premières dissensions viennent perturber nos débats. Car, ce plan de filière conjoint CNIPT- GIPT, mûrement réfléchi, nous engage devant les citoyens et il est une véritable opportunité de progrès collectif.
- 2018 fut l'année des Etats Généraux de L'Alimentation. Pour les producteurs c'est la première bonne nouvelle venue de la société civile depuis bien longtemps. Enfin, il a été admis que nous devons vivre dignement de notre métier. **A l'UNPT, en s'appuyant sur de nouvelles Organisations de Producteurs, rendues possibles par le cadre Européen, sachons collectivement décliner ces EGA. Formalisons en 2019, une politique contractuelle équilibrée et structurante pour la filière qui permettra de partager plus équitablement les risques et les profits.**

Nous avons pris nos responsabilités en sachant nous engager, l'état doit aussi veiller à ne pas changer en permanence les règles du jeu économique. **L'augmentation de la RPD est perçue comme une sanction inutile et injuste faite à nos entreprises. Elle impacte négativement notre capacité à investir dans de nouvelles techniques plus agro-écologiques. Nous sommes engagés dans le CONTRAT DE SOLUTIONS de la FNSEA, pour que nous avancions rapidement, arrêtez « de charger la mule ».**

Le temps politique n'est pas le temps médiatique, nous sommes conscients des tentations égoïstes qui apparaissent à tous les niveaux de la société. Elles résultent de peurs le plus souvent infondées et qui naissent d'un manque de

confiance dans l'intelligence collective et dans la science. **Il appartient à un état stratège de savoir prendre des décisions courageuses, parfois impopulaires, en refusant l'obscurantisme pour accompagner ses filières sur le chemin de la compétitivité et du progrès.**

Partout en Europe, la demande évolue, les modes de production aussi. Nos pommes de terre ne font pas exceptions. Il est important qu'au sein de nos interprofessions ces constats soient partagés et que nos standards de commercialisations évoluent pour accompagner ces mutations et répondre ainsi aux attentes des consommateurs.

Conclusion

En conclusion je tenais à vous rappeler **la mission de l'UNPT : « promouvoir, accompagner représenter et défendre les producteurs de pommes de terre dans leurs intérêts et leurs territoires » Pour cela nous saurons nous appuyer sur les valeurs de durabilité, d'efficacité, d'ambition, d'honnêteté et de solidarité »**. Comme notre mission l'indique, l'équipe autour de Martin MASCRE s'engage quotidiennement au service de nos producteurs, au nom de tous, je profite de cette tribune pour les en remercier. Ils s'engagent à nos côtés pour le succès d'une filière qui doit accepter de se transformer, **sachez nous écouter nos propositions tiennent la route et vont dans le sens de l'intérêt de tous**. Pour peser à l'échelle Européenne, producteurs, coopératives, négociants, exportateurs et distributeurs, tous, nous devons œuvrer à l'émergence d'un consensus fort au niveau interprofessionnel. En cette période de grandes mutations, c'est le prix à payer pour éviter que notre modèle organisationnel, envié par nos voisins, n'explose sur l'autel de nos égoïsmes nationaux et de la concurrence européenne et mondiale. **Soyons tous convaincus que si nous ne sommes pas solidaires nous redeviendrons solitaires et à la merci des plus forts qui aspirent à nous intégrer pour mieux nous contrôler.**

Bonnes plantations et bonne récolte. Monsieur Le Conseiller du Ministre, je vous cède la parole.